

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

OCEOR LEASE NOUMEA

Société anonyme au capital de 262 534 400 XPF.
Siège social : 10, avenue du Maréchal Foch, 98800 Nouméa.
000 020 107 R.C.S. Nouméa.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2017.

I. — Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2016. (En milliers de francs CFP.)

Actif	Notes	31/12/16	31/12/15
Caisses, banques centrales			
Créances sur les établissements de crédit	3.1	537 226	588 532
Opérations avec la clientèle	3.2	53 070	42 539
Participations et autres titres détenus à long terme	3.3		
Opérations de crédit-bail et de locations simples	3.4	5 587 908	5 100 358
Immobilisations incorporelles	3.5		
Immobilisations corporelles	3.5		2 262
Autres actifs	3.6	31 319	43 962
Comptes de régularisation	3.7	147	42
Total de l'actif		6 209 670	5 777 695

Passif	Notes	31/12/16	31/12/15
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	4 870 424	4 335 571
Opérations avec la clientèle	3.2	5	
Autres passifs	3.6	129 298	140 349
Comptes de régularisation	3.7	69 223	77 507
Provisions	3.8	25 500	25 500
Capitaux propres hors FRBG	3.9	1 115 219	1 198 768
Capital souscrit		262 534	262 534
Primes d'émission		177 889	177 889
Réserves		45 211	45 211
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		713 133	710 702
Résultat de l'exercice (+/-)		- 83 549	2 431
Total du passif		6 209 670	5 777 695

Hors-bilan	Notes	31/12/16	31/12/15
Engagements donnés :			
Engagements de financement	4.1	222 761	161 535
Engagements reçus :			
Engagements de financement	4.1		
Engagements de garantie	4.1	1 975 903	3 154 125

II. — Compte de résultat. (En milliers de francs CFP.)

	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
Intérêts et produits assimilés	5.1	4 554	4 312
Intérêts et charges assimilées	5.1	– 31 343	– 48 743
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	2 417 733	2 726 811
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	– 2 301 855	– 2 471 207
Commissions (produits)	5.3	– 879	1 467
Commissions (charges)	5.3	– 36 837	– 36 322
Autres produits d'exploitation bancaire	5.4	179	8 512
Autres charges d'exploitation bancaire	5.4	– 1 416	– 16 073
Produit net bancaire		50 136	168 757
Charges générales d'exploitation	5.5	– 177 503	– 184 097
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		– 2 262	– 1 534
Résultat brut d'exploitation		– 129 629	– 16 874
Coût du risque	5.6	52 372	61 713
Résultat d'exploitation		– 77 257	44 839
Résultat courant avant impôt		– 77 257	44 839
Impôt sur les bénéfices	5.7	– 6 292	– 42 408
Résultat net		– 83 549	2 431

III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels.

Note 1. – Cadre général.

1.1 Océor Lease Nouméa. — Océor Lease Nouméa est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par la loi du 24 juillet 1966.

Elle est régie par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et par la loi n° 96 597 du 2 juillet 1996 se rapportant à la modernisation des activités financières, ainsi que par les textes précisant leurs modalités d'application.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à Océor Lease Nouméa pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société Océor Lease Nouméa a opté pour le statut de société de financement (selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément).

Les comptes annuels d'Océor Lease Nouméa sont présentés en francs pacifique, qui est la devise fonctionnelle de la société.

1.2 Evénements significatifs. — Néant.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture. — Aucun élément significatif remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2016 n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2017.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels d'Océor Lease Nouméa sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 Changements de méthodes comptables. — L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par le Comité de la Réglementation Comptable lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors-bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.2.2 Créances restructurées : Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

2.3.3 Créances douteuses : Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

2.3.4 Dépréciation : Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples : L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien/remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit-bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire/dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles : Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement CRC n° 2004-06 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

— Immobilisations incorporelles : Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

— Immobilisations corporelles : Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

2.3.7 Provisions : Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux : Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Note 3. – Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations interbancaires :

Actif (En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Créances à vue	537 226	588 532
Comptes ordinaires	537 226	588 532
Total	537 226	588 532

Les créances et dettes à vue correspondent exclusivement à des opérations réalisées avec le groupe.

En milliers de francs CFP :

Passif (En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Dettes à vue	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Dettes à terme	4 870 424	4 335 571
Comptes et emprunts à terme	4 870 424	4 335 571
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées		
Total	4 870 424	4 335 571

Les dettes à terme réalisées avec le groupe (y compris les dettes rattachées) s'élèvent à 4 870 424 milliers de francs pacifiques au 31 décembre 2016 contre 4 335 571 milliers de francs pacifiques au 31 décembre 2015.

3.2 Opérations avec la clientèle :

— Créances sur la clientèle :

Actif (En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Autres concours à la clientèle	36 843	37 452
Crédits de trésorerie et de consommation		
Crédits à l'équipement	36 843	37 452
Créances rattachées	- 19	135
Créances douteuses	67 937	108 794

Dépréciations des créances sur la clientèle	– 51 691	– 103 842
Total	53 070	42 539

— Dettes vis-à-vis de la clientèle :

En milliers de francs CFP :

Passif	31/12/16	31/12/15
Autres sommes dues	5	0
Total	5	0

3.3 Autres titres détenus à long terme :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Valeurs brutes	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Immobilisations financières nettes		0

3.4 Opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16			31/12/15		
	Mobilier	Location simple	Total	Mobilier	Location simple	Total
Encours clientèle	4 829 973	721 457	5 551 430	3 925 918	1 166 833	5 092 751
Biens temporairement non loués	49 081	0	49 081	117 646	0	117 646
Encours douteux	95 461	0	95 461	98 619	0	98 619
Dépréciation encours douteux	– 76 755	9 240	– 67 515	– 94 463	0	– 94 463
Dépréciation biens non loués	– 48 881	0	– 48 881	– 115 521	0	– 115 521
Créances rattachées	7 648	684	8 332	1 023	303	1 326
Total	4 856 527	731 381	5 587 908	3 933 222	1 167 136	5 100 358

— Evolution de la réserve latente :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Encours financier net	5 714 773	5 101 925
Immobilisations nettes	– 5 532 645	– 5 079 819
Réserve latente brute	182 128	22 106
Impôts différé	54 638	6 632
Réserve latente nette	127 489	15 474

3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles :

— Immobilisations incorporelles :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/15	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/16
Valeurs brutes	0	0	0	0	0
Logiciels	0				0
Amortissements et dépréciations	0	0	0	0	0
Logiciels	0				0
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

— Immobilisations corporelles :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/15	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/16
Valeurs brutes	35 541	0	– 20 630	0	14 911
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	35 541		– 20 630		14 911
Amortissements et dépréciations	33 279	0	– 18 368	0	14 911
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	33 279		– 18 368		14 911
Total valeurs nettes	2 262	0	– 2 262	0	0

3.6 Autres actifs et autres passifs :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16		31/12/15	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Créances et dettes sociales et fiscales	14 136	23 036	28 317	65 023
Dépôts de garantie reçus et versés	6 205	0	5 728	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	10 977	106 262	9 917	75 326
Provision débiteurs divers	0	0	0	0
Total	31 319	129 298	43 962	140 349

3.7 Comptes de régularisation :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16		31/12/15	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance		69 223		77 507
Produits à recevoir/Charges à payer	147		42	
Total	147	69 223	42	77 507

3.8 Provisions :

3.8.1 Tableau de variation des provisions :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/15	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/16
Autres provisions pour risques	25 500	0		0	25 500
Total	25 500	0	0	0	25 500

3.8.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/15	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/16
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	198 305	14 970	- 24 810	- 77 847	110 619
Dépréciations sur créances sur la clientèle	103 842		- 8 587	- 52 151	43 104
Dépréciations sur encours crédit-bail clientèle	94 463	14 970	- 16 223	- 25 695	67 515
Dépréciations sur autres créances	0				0
Total	198 305	14 970	- 24 810	- 77 847	110 619

3.9 Capitaux propres :

(En milliers de francs CFP.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	262 534	177 889	755 913	2 431	1 198 768
Variation de capital					0
Résultat de la période				- 83 549	- 83 549
Distribution de dividendes					0
Autres mouvements			2 431	- 2 431	0
Total au 31 décembre 2016	262 534	177 889	758 344	- 83 549	1 115 219

Le capital social d'Océor Lease Nouméa s'élève à 262 534 milliers de francs pacifiques et est composé de 10 880 actions d'une valeur nominale de 24 130 francs pacifiques chacune au 31 décembre 2016.

3.10 Durée résiduelle des emplois et ressources. — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers de francs CFP.)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/16
Total des emplois	1 063 800	1 191 837	3 693 113	229 455	6 178 204
Créances sur les établissements de crédit	537 226				537 226
Opérations avec la clientèle	5 035	13 665	34 370		53 070

Opérations de crédit-bail et de locations simples	521 539	1 178 172	3 658 743	229 455	5 587 908
Total des ressources	502 604	861 598	3 506 227	0	4 870 429
Dettes envers les établissements de crédit	502 599	861 598	3 506 227	0	4 870 424
Opérations avec la clientèle	5				5

Note 4. – Informations sur le hors-bilan.

4.1 Engagements reçus et donnés :

4.1.1 Engagements de financement :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	222 761	161 535
Autres ouvertures de crédits confirmés		
Total des engagements de financement donnés	222 761	161 535
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	0

4.1.2 Engagements de garantie :

(En milliers de francs CFP.)	31/12/16	31/12/15
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	1 975 903	3 154 125
Total des engagements de garantie reçus	1 975 903	3 154 125

Note 5. – Informations sur le compte de résultat.

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers de francs CFP.)	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		– 31 343	– 31 343		– 48 743	– 48 743
Opérations avec la clientèle	4 554		4 554	4 312		4 312
Total	4 554	– 31 343	– 26 790	4 312	– 48 743	– 44 431

5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers de francs CFP.)	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail et location financière :						
Loyers (1)	1 796 054		1 796 054	1 941 128		1 941 128
Indemnités de résiliation	5 785		5 785	– 68		– 68
Commissions	4 259		4 259	4 525		4 525
Résultats de cession	66 054	– 153 172	– 87 117	94 884	– 229 280	– 134 396
Dépréciation			0			0
Dépréciation créances diverses d'exploitation			0			0
Dépréciation biens non loués	1 540	– 1 255	285	1 422	– 1 540	– 118
Amortissement		– 1 523 929	– 1 523 929		– 1 568 136	– 1 568 136
Pertes sur créances irrécouvrables	– 83 106		– 83 106	– 293 684		– 293 684
Dotations aux provisions sur créances douteuses	– 14 970		– 14 970	– 22 256		– 22 256
Reprises aux provisions sur créances douteuses	52 887		52 887	247 859		247 859
Dotations aux provisions pour risque et charges	147 209	– 1 140	146 069	185 687	– 14 060	171 627
Autres produits et charges		– 153 625	– 153 625		– 187 373	– 187 373
	1 975 712	– 1 833 121	142 592	2 159 498	– 2 000 389	159 108
Opérations de location simple :						
Loyers	438 947		438 947	549 592		549 592

Résultats de cession	826	– 110 489	– 109 664	16 446	– 53 499	– 37 053
Dépréciation (et pertes irrécouvrables)			0			0
Amortissement		– 358 193	– 358 193		– 417 108	– 417 108
Reprises aux provisions sur créances douteuses	293		293	2 153		2 153
Pertes sur créances irrécouvrables	0		0	– 185		– 185
Autres produits et charges	1 955	– 51	1 903	– 693	– 210	– 904
	442 021	– 468 734	– 26 713	567 313	– 470 818	96 496
Total	2 417 733	– 2 301 855	115 878	2 726 811	– 2 471 207	255 604

5.3 Commissions :

(En milliers de francs CFP.)	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		– 36 837	– 36 837		– 36 322	– 36 322
Opérations avec la clientèle	– 879		– 879	1 467		1 467
Autres commissions (Etal Commis IFRS)			0			0
Total	– 879	– 36 837	– 37 715	1 467	– 36 322	– 34 855

5.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers de francs CFP.)	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun			0			0
Refacturations de charges et produits bancaires	0	– 1 417	– 1 417	0	– 1 353	– 1 353
Activités immobilières			0			0
Prestations de services informatiques			0			0
Autres activités diverses			0			0
Autres produits et charges accessoires	179	1	180	8 512	– 14 720	– 6 208
Total	179	– 1 416	– 1 237	8 512	– 16 073	– 7 561

5.5 Charges générales d'exploitation :

(En milliers de francs CFP.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	– 13 525	– 25 909
Autres charges générales d'exploitation	– 163 978	– 158 188
Total des autres charges d'exploitation	– 177 503	– 184 097

Les refacturations de Natixis Lease ont été de 103 millions de francs pacifiques en 2016 contre 100 millions de francs pacifiques en 2015.

5.6 Coût du risque :

(En milliers de francs CFP.)	Exercice 2016					Exercice 2015				
	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Clientèle	0	52 151		221	52 372	– 4 092	65 568		238	61 713
Débiteurs divers					0					0
Total	0	52 151	0	221	52 372	– 4 092	65 568	0	238	61 713

5.7 Impôt sur les bénéfices :

En milliers de francs CFP :

Bases imposables aux taux de	30,00 %
Au titre du résultat courant	– 77 257

Réintégration	94 999
Déduction	– 6 099
IS forfaitaire	0
Bases imposables	11 643
Imputation des déficits antérieurs	
Résultat fiscal après imputation des déficits antérieurs	11 643
IS (30 %)	– 3 493
IS 2015	– 2 799
Impôt comptabilisé	– 6 292
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	
Provisions pour impôts	
Total	– 6 292

Note 6. – Autres informations.

6.1 Consolidation. — Les comptes individuels d'Océor Lease Nouméa sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes :

(En milliers de francs CFP.)	PriceWaterhouseCoopers			
	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
Audit :				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	1 790	100 %	1 790	100 %
Total	1 790		1 790	

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs. — L.511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2016, Océor Lease Nouméa n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Les informations relatives aux implantations par pays en application de l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 modifiant l'article L. 511-45 du Code monétaire et financier figurent dans le document de référence du groupe NATIXIS.

6.4 Rémunération aux membres des organes d'administration et de direction. — Il n'a pas été versé de jetons de présence aux organes d'administration et de Direction au cours de l'exercice.

IV. — Affectation du résultat.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice 2016 d'un montant de 83 548 806,68 XPF au compte de report à nouveau bénéficiaire qui se trouve ainsi ramené à 629 584 374,70 XPF.

L'assemblée générale prend acte que la société n'a pas distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

V. — Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2016).

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société OCEOR LEASE NOUMEA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables : Comme indiqué dans les notes 2-3.3 et 2-3.4 de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly sur Seine, le 12 mai 2017.

Le Commissaire aux comptes :
PricewaterhouseCoopers Audit,
Agnès Hussherr,
Associée.

VI. — Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées.
(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016).

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que sur les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Neuilly sur Seine, le 12 mai 2017.

Le Commissaire aux comptes :
PricewaterhouseCoopers Audit,
Agnès Hussherr,
Associée.

VII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

1703268